

Le Burundi

sous son vrai visage



Table ronde organisée par l'Ambassade de la République du Burundi à Bruxelles, le 20 août 2015, dans les enceintes du siège des ACP sis avenue Georges Henri, 451 à 1200, Bruxelles – de 15h00' à 18h00' Animée par M. Willy Nyamitwe, Conseiller chargé de la Communication à la Présidence accompagné par Dr. Christine Nina Niyonsavye, Haut Cadre au Ministère de la Santé.

INTRODUCTION

D'aucuns s'étonneront du titre : **Le Burundi sous son vrai visage**. Ce titre, est mis pour simplement dire et reconnaître qu'un autre visage est accolé au Burundi, une image très négative, d'un pays qu'on présente sous un faux jour. Un pays qui aurait des remparts qui se disloquent et se désagrègent eu égard à la violence des tensions telles qu'elles nous sont rapportées par la presse. Loin d'incriminer la mauvaise foi, **Dr. Christine Nina Niyonsavye** et moi (**Willy Nyamitwe**) demeurons persuadés que certains flagellateurs de la plume piaffent d'impatience avant de répandre et



radiodiffuser un flot d'informations non scrutées qui, en définitive, sont loin de refléter les réalités burundaises au profit du sensationnel et du scoop. Aux media traditionnels s'ajoutent ceux, sociaux, très friands des ragots qui viennent saturer un espace où des informations fiables étaient déjà à l'étroit.

Nous ne venons donc pas ici dans une démarche négationniste, pour dire que tout est rose, que tout va très bien au pays, que le Burundi est un paradis sur terre, qui ruisselle du lait et du miel. Nous ne montons donc pas au créneau pour dire que « tout ce qui circule n'est que rumeur » que ceux qui ont fui le pays c'est des détraqués mentaux, qu'ils devraient rentrer. Quand il y a des morts, des blessés, des réfugiés, cela discrédite déjà un Etat et ouvre la voie à toute sortes de spéculations et de critiques, les unes plus acerbes que les autres. Cela n'honore aucun d'entre nous, burundais, qu'on soit de l'intérieur ou de la diaspora.

De commun accord, nous nous inscrivons plutôt en faux contre cette vision alarmiste de la situation qui prévaut au Burundi et convions nos compatriotes et la presse locale et étrangère à favoriser une démarche réaliste, basée sur le factuel certes mais en prenant le soin de faire refléter la réalité sur terrain.

QUE SE PASSE-T-IL ?



Toutes les caméras du monde sont actuellement pointées sur la capitale Bujumbura et d'aucuns se demandent ce qui se passe au regard des récents assassinats ciblés qui ont dernièrement fait couler beaucoup d'encre, de salive et même de larmes. Un Général, le plus gradé de l'armée burundaise, le Lieutenant Général Adolphe Nshimirimana a été abattu le 2 août dernier à coup de roquettes tirées sur son véhicule. Il était Hutu, ancien Chef d'Etat-Major du mouvement rebelle Cnnd-Fdd, actuel parti au pouvoir. Tout un symbole donc, pour ceux qui ont pris les armes au lendemain de l'assassinat, le 21 octobre 1993, du premier président démocratiquement élu, un Hutu, Melchior Ndadaye, consacré Héros de la Démocratie. Le lieu de cet ignoble assassinat n'en constitue pas moins un autre symbole : Kamenge, le lieu où la résistance armée contre les putschistes de

1993 a commencé. C'est d'ailleurs Kamenge qui sera la dernière demeure du Lt Général Adolphe Nshimirimana.

Deux semaines plus tard, ce 15 août, c'est un autre militaire, un autre symbole, dont la vie est fauchée par des inconnus armés, devant son domicile. Le Colonel à la retraite, Jean Bikomagu, ancien Chef d'Etat-Major de l'armée burundaise lors du putsch sanglant qui ôta la vie au Président Melchior Ndadaye et à plusieurs de ses collaborateurs. Il est d'ailleurs sur le banc des accusés car d'aucuns le soupçonnent d'être parmi les auteurs de ce putsch le plus sanglant de l'histoire du Burundi.



Ces ignobles assassinats, amplifiés à la fois par leur gravité et par le poids des personnes visées ont fait craindre « *un possible retour à la guerre ethnico-civile* ».

La presse, surtout étrangère, n'y va d'ailleurs pas par quatre chemins, publiant, scoop oblige, que ce double assassinat pourrait contribuer à « *une résurgence des tensions entre Hutus et Tutsis et une déstabilisation au niveau régional* »¹.

¹ <http://www.rfi.fr/afrique/20150816-burundi-assassinats-colonel-Bikomagu-Nshimirimana-craintes-escalade-ethniques-hutu->

Seule La Libre Belgique, sous la plume de Marie-France Cros, sort du lot de ces médias étrangers qui, en experts autoproclamés du Burundi, annoncent tambour battant une hécatombe. Dans sa livraison de ce lundi 17 août, dans la soirée, elle a écrit que « Certains commentateurs occidentaux voient dans ce second assassinat [celui du Colonel Jean Bikomagu] une réplique au premier : un Tutsi pour un Hutu et de conclure que « cette explication est pourtant trop "simpliste" aux yeux de certains analystes burundais ». Elle prend à témoin l'amitié qui existait entre les deux disparus, Adolphe et Bikomagu, en citant une source qu'elle n'a pas nommé : *"Et, justement, Bikomagu et Adolphe étaient de grands amis. Bikomagu servait le pouvoir, il était l'équivalent d'Adolphe chez les Tutsis. Son assassinat, à mon avis, ne doit donc pas être vu comme une réplique à la mort d'Adolphe mais bien comme un nouveau coup de ceux qui combattent le président Nkurunziza. Ils sont en train d'émasculer le système"*².

Voilà donc ce qui se passe à Bujumbura. L'opposition, ayant échoué à faire tomber le pouvoir que ce soit par les violentes manifestations qui n'ont pas embrasé le pays, le coup d'état du 13 mai dernier qui a échoué et même l'attaque de Kayanza qui s'est soldée par un échec cuisant, elle cherche émasculer le pouvoir, le saboter par tous les moyens, pousser la population à l'extrême. Raison pour laquelle le Président Nkurunziza appelle la population burundaise dans sa diversité à demeurer sereine, unie et solidaire. Les Hutus ne vengeront pas Adolphe tout comme les Tutsis ne vengeront pas Bikomagu.

“L’assassinat [de Bikomagu], à mon avis, ne doit donc pas être vu comme une réplique à la mort d’Adolphe mais bien comme un nouveau coup de ceux qui combattent le président Nkurunziza. Ils sont en train d’émasculer le système”

² <http://www.lalibre.be/actu/international/burundi-a-qui-profite-l-assassinat-du-colonel-jean-bikomagu-55d2031835708aa437914cab#6af5c>

QUE S'EST-IL PASSE ?

De mauvaises choses certainement. Des actes à condamner et des auteurs, co-auteurs et commanditaires à traquer, attraper, juger et condamner. Le burundais lambda vient de vivre plusieurs mois d'incertitude et d'instabilité. Certains ont dû fuir le pays tandis que d'autres ont perdu leur vie, leurs biens et leur dignité. Au lendemain de l'annonce, par le parti au pouvoir, le Cndd-Fdd, de son candidat à la présidentielle de 2015 des manifestations violentes et insurrectionnelles voient le jour. Il y avait un débat démocratique autour de cette candidature. Les solutions à chercher et à trouver pouvaient rester circonscrites dans les voies et moyens démocratiques prévus par le constituant pour le dénouement du contentieux sur l'interprétation de la constitution. Malheureusement cela n'a pas été le cas.



Nous n'avons nullement l'intention de nous ériger en constitutionnaliste, encore moins en experts juristes. Il existe des tonnes et des tonnes d'écrits et d'éléments audio-visuels sur ce débat contradictoire réunissant politiciens, acteurs de la société civile, juristes, constitutionnalistes et autres, scrutant et décortiquant autant que faire se peut les différentes sources de la controverse dont la Constitution du 18 mars 2005 et l'Accord d'Arusha pour la paix et la réconciliation de 2000. En vertu des articles 225 et 228 de la Constitution, la Cour Constitutionnelle est habilitée à trancher en cas de conflit d'interprétation. Au stade actuel donc, le débat n'est plus sur l'éligibilité ou pas du Président Pierre Nkurunziza car les élections ont eu lieu et validées par les instances habilitées. Nous voudrions plutôt nous attarder sur la situation d'insécurité que vit le Burundi, les uns estimant que c'est la controverse autour de cette candidature qui en est la cause première. Ce qui n'est pas du tout notre point de vue, persuadés que les causes de cette insécurité sont à chercher ailleurs, puisque certains acteurs socio-politiques avaient d'ailleurs longtemps à l'avance promis qu'il n'y aura pas du tout d'élections en 2015.

Pour cause, nous incriminons avant tout la campagne à grande échelle de médisance à laquelle étaient confronté le Burundi. Les burundais de l'intérieur et de la diaspora étaient inondés, heure après heure et au quotidien, par un flot d'informations provenant d'une panoplie de sources diversifiées (Sites web, blogs, réseaux sociaux, presse papier, radios et télévisions, ...). Malheureusement, la manipulation et la partialité dans le traitement ou la diffusion de ces informations ne sont plus à démontrer, certains acteurs ayant même rivalisé dans la désinformation et le mensonge.



« C'est un Nyamitwe hospitalisé à Nairobi, un Manassé tué à Kampala, un Adolphe qui a sauvagement assassiné trois sœurs, etc. » Rumeurs et intox ³, malheureusement goulûment gobées par les consommateurs de l'information que nous sommes sans aucune distillation.

Voilà ce que nous les burundais avons vécu et vivons d'ailleurs toujours. Et cela ne pouvait nous entraîner que vers le pire, n'eût été la vigilance de la population dans son ensemble. Au Burundi il semble que tous les coups sont permis, lutte vers le pouvoir exige. Il apparaît d'ailleurs que la personne humaine ne compte plus rien,

³ <http://observers.france24.com/fr/20150521-rumeurs-burundi-fausses-images-attention-intox-desinformation>

dépouillée de sa dignité, sans lui épargner les plus horribles coups de diffamation, d'attaques cruelles de calomnies. Une volonté de certains opposants de l'ombre qui voudraient bien voir les institutions burundaises chanceler ou s'ébranler, et la population se rentrer dedans dans un élan d'épurations ethniques.

Au regard des informations tendancieuses et erronées qui circulent, que ce soit à l'encontre du gouvernement burundais à l'endroit des jeunes affiliés au parti au pouvoir (Imbonerakure) qu'on veut assimiler aux tristement célèbres Interahamwe du Rwanda, il est urgent de prendre conscience que tout acte qui pourrait remettre en cause la consolidation de la paix et la cohésion sociale doit être réprimé avec la dernière énergie car la survie des millions des burundais et la stabilité de la région en dépendent.

Permettez-nous de rappeler, à toutes fins utiles, qu'en 2005, le Burundi, comme voie de sortie de crise, a organisé avec succès des élections générales après celles de 1993 qui avaient abouti à l'assassinat des élus, en commençant par le Chef de l'Etat lui-même, le Président et le Vice-Président de l'Assemblée Nationale ainsi que plusieurs membres du Gouvernement.

Sur fond de rumeurs et de calomnies véhiculées par des journalistes qui avaient du mal à se défaire de leur appartenance ethnique, partisane et idéologique et une société dite civile sans pourtant l'être, les burundais se sont affrontés, se livrant une guerre totale, fratricide, à la fois politiquement et ethniquement rangée et motivée, qui durera plus d'une décennie, fauchant plusieurs centaines de milliers de vies humaines tout en forçant à l'exil plusieurs centaines de milliers d'autres.

C'est dans un contexte très tendu, de conflits cycliques, d'incertitude et de soubresauts socio-politiques que le Cndd-Fdd arrive au pouvoir, fin 2005, avec à la tête le Président Pierre Nkurunziza comme Chef de l'Etat et du Gouvernement et moult défis à surmonter. Les périodes sombres de notre histoire ont certainement laissé des fissures dans l'économie et le tissu social burundais et le peuple doit faire face aux séquelles de son passé qu'il doit assumer.

Permettez-nous de revenir sur certains faits et gestes, preuves à l'appui, qui dénotent cette campagne de médisance et de calomnies colportées dans un passé récent.

- ✓ **Le 30 décembre 2013** une correspondance est adressée à M. Ban Ki-Moon, le Secrétaire Général des Nations Unies, par le Président de la Coalition Alliance des Démocrates pour le Changement au Burundi (ADC-Ikibiri), avec comme objet : Situation socio-politique et sécuritaire très grave au Burundi. Dans cette lettre, M. Léonce Ngendakumana, le président de la coalition, demande entre autres au Secrétaire Général de l'ONU « *le positionnement d'une force de sécurité ou de maintien de la Paix au Burundi en vue de prévenir toutes les formes de violences politiques* ».

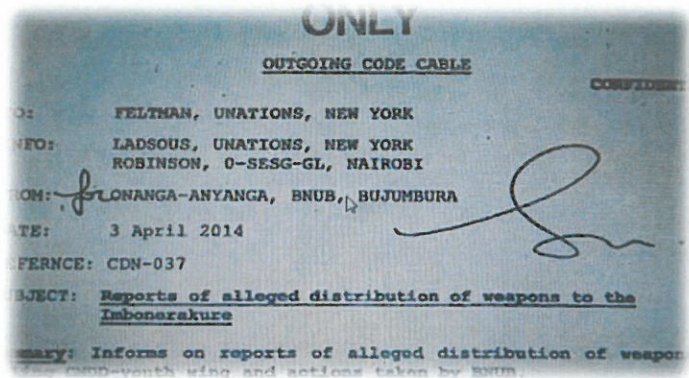


Cela était d'autant plus étonnant qu'un burundais, soit-il de l'opposition, aille jusqu'à demander le positionnement d'une force de maintien de la paix au Burundi au moment où plusieurs contingents burundais participent à des missions de maintien ou d'imposition de la paix dans le monde. Élément bizarre et surprenant : **cette correspondance n'est**

pas médiatisée, alors qu'elle contenait des éléments nouveaux qui pouvaient nourrir pendant plusieurs jours l'actualité burundaise, les journalistes burundais étant d'habitude friands de scoops du même acabit. Les responsables des médias ont reçu copie mais ont préféré ne pas faire de commentaires.

- ✓ **Le 6 février 2014**, une autre correspondance signée par M. Léonce Ngendakumana a été envoyée au Secrétaire Général de l'ONU avec cette fois-ci comme objet : Prévention d'une catastrophe humanitaire en perspective au Burundi. Et à travers cette correspondance et pour la première fois depuis plusieurs années était évoqué un risque de « *Génocide politico-ethnique au Burundi* ». Le signataire comparait la situation du Burundi à celle d'avant le génocide rwandais. La Radio Rema FM était assimilée à la Radio mille collines du Rwanda et la Ligue de la jeunesse du Parti au pouvoir (Imbonerakure) était comparée aux Interahamwe du Rwanda. Il est allé jusqu'à accuser le gouvernement « *d'exploitation de la corde ethnique à des fins propagandistes* ».

✓ **Le 26 février** le Bureau des Nations Unies au Burundi a envoyé un Câble confidentiel, CDN-022 et parlait d'allégations de distribution d'armes aux Imbonerakure. Ce câble restera CONFIDENTIEL au moment où un autre Câble CDN-037, lui, daté du 3 avril 2014 ne le restera pas. L'un des personnes pointées du doigt dans cette



distribution, le Général de Brigade Juvénal Niyungeko alias Kiroho se retrouvera d'ailleurs dans les premiers rangs des putschistes du 13 mai dernier et c'est lui qui est allé personnellement détruire la radio Rema FM.

Le 8 mars un parti politique d'opposition, le Mouvement pour la Solidarité et le Développement (MSD) de Alexis Sinduhije a organisé des manifestations à Bujumbura. Les jeunes de ce parti sont allés jusqu'à séquestrer et désarmer des policiers qui encadraient cette manifestation, ce qui leur vaudra des poursuites judiciaires. La Communauté internationale et les organisations tant nationales qu'internationales ont condamné ces actes aux allures « terroristes ». M. Pierre Claver Mbonimpa est d'autres acteurs ont négocié la remise de ces armes aux forces de l'ordre.



Depuis lors, le Burundi s'est attiré les foudres de plusieurs organisations, accusé de restreindre les libertés et l'espace démocratique. Et à la tête, l'Amb. **Samantha Power**, qui représente les Etats-Unis auprès de l'ONU. Cette dernière a visité le Burundi le **8 avril 2014**, en provenance de Kigali où elle a participé aux cérémonies de commémoration du 20^{ème} anniversaire du Génocide rwandais. Via son compte Twitter, elle ne cesse de critiquer les autorités burundaises, en usurpation nette du pouvoir qui peut être le sien, motivée par les relations personnelles qui existent entre elle et M. Alexis Sinduhije. Sa colère contre le pouvoir burundais ne peut plus

passer inaperçu. Mais non pas pour la bonne cause, mais pour appuyer un compagnon de longue date et protéger des intérêts personnels au Burundi. En effet, l'Amb. Samatha Power et Alexis Sinduhije que le Congolais Jean-Pierre Yuma (dit Alex Engwete) appelle « *Birds of the feather flock together*⁴ » sont amis depuis les années 1997, au fort moment de la crise burundaise intervenue avec l'assassinat du premier président burundais démocratiquement élu.



En 2001, M. Alexis Sinduhije et Samatha Power, avec l'appui de l'USAID, lancent la Radio Publique Africaine (RPA)⁵. C'est cette station radio qui, actuellement émettant en ligne par le truchement de sa dérivée « INZAMBA⁶ » diffuse des informations souvent vérifiées aux allures divisionnistes. Utile de rappeler que M. Sinduhije a été cité par plusieurs rapports d'experts des Nations Unies sur la République Démocratique du Congo, dans des actes de déstabilisation de la région des grands-lacs⁷.

- ✓ **Le 3 avril**, comme dit ci-haut, le Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB) a envoyé au Conseil de Sécurité un câble confidentiel sous le numéro CDN-037. Le contenu du câble a inquiété le peuple burundais car il faisait allusion à une probable distribution d'armes à feu AK-47 dans le pays, en faveur des jeunes Imbonerakure.
- ✓ **Le 6 avril 2014**, date anniversaire de la célébration du Génocide Rwandais, le journal Britannique « *The Guardian* » a publié un article sous la plume du journaliste Daniel Howden, accusant au vrai sens du terme le Président burundais de « *distribuer des machettes, armes et uniformes à 100.000 jeunes Imbonerakure* »⁸. Le journaliste n'a même pas daigné utiliser le conditionnel mais a affirmé ces allégations sans en étaler les preuves. Une procédure de plainte du gouvernement burundais contre ce journaliste est d'ailleurs en cours.

⁴ <http://alexengwete.blogspot.com/2010/05/burundi-alexis-sinduhije-my-hero-in.html>

⁵ http://en.wikipedia.org/wiki/Alexis_Sinduhije

⁶ <http://www.rpa.bi>

⁷ <http://ddata.over-blog.com/3/15/38/72//CONSEIL-DE-SECURITE.pdf>

⁸ <http://www.theguardian.com/world/2014/apr/06/football-mad-president-burundi>

Après la publication de cet article, le Conseil de Sécurité a convoqué une réunion d'urgence⁹ le **8 avril**. M. Jeffrey Feltman, le Sous-secrétaire Général de l'ONU aux affaires politiques devrait faire un briefing aux membres du Conseil de Sécurité et leur parler de la « situation inquiétante des libertés au Burundi ».

Parallèlement à la visite de l'Amb. Power, **M. Adama Dieng**, le Conseiller spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour la prévention du Génocide atterrissait à Bujumbura pour une visite de trois jours. Sachant qu'il est chargé « *d'informer sur les causes et les mécanismes du génocide, d'alerter les intervenants lorsqu'il y a risque de faire prendre les mesures qui s'imposent* », tous les médias locaux et étrangers se sont alors interrogé si réellement les bruits qui couraient sur « un probable génocide au Burundi » n'étaient finalement pas fondés.



La réponse que M. Adama Dieng a donnée à la presse à la sortie de l'audience avec le Président de la République du Burundi fût une grande surprise pour l'opinion. D'une façon la plus explicite qui soit, M. Dieng déclara qu'au Burundi aucun signe ne montrait qu'une telle tragédie soit en vue¹⁰ et reconnaissait par contre que « **le Burundi enregistre des avancées significatives dans la consolidation de la paix** ».

Répondant le **2 mai 2014** aux questions du journaliste Matthew Russel de Inner City Press, M. Adama Dieng soulignera que son voyage à Bujumbura n'avait aucun lien avec le câble confidentiel du BNUB mais que sa mission au Burundi était programmée longtemps à l'avance¹¹.

- ✓ **Le 11 avril**, trois ministres du gouvernement burundais (Sécurité, Intérieur et Défense) ont tenu une conférence de presse et rejeté le contenu du Câble confidentiel du BNUB. Par la même occasion, ils ont écarté toute idée d'enquête internationale à ce sujet car pour le Gouvernement burundais, c'était tout simplement « un montage sans nom ».

⁹ <http://www.whatsinblue.org/2014/04/burundi-briefing-by-political-affairs-head.php#>

¹⁰ <http://www.presidence.bi/spip.php?article4609>

¹¹ <http://www.innercitypress.com/burundi9uncableicp050414.html>

Pour rappel, le Gouvernement du Burundi a lancé une vaste campagne de désarmement de la population civile depuis 2009. A ce jour, les rapports indiquent que près de **100.000 armes** ont été remises volontairement par la population. Le Président Pierre Nkurunziza *a fait de la sécurité son cheval de bataille, et est conscient que la libre circulation d'armes dans le pays constitue une menace réelle pour la paix.* Il a promulgué la Loi n°1/14 du 28 août 2009 portant Régime des Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC).



L'heure est donc au désarmement et non à l'armement de la population. Ce qui était par ailleurs connu par l'ONU à travers son bureau au Burundi, le BNUB.

D'aucuns se sont alors interrogés si le câble confidentiel n'avait d'autre but que de militer pour **la prorogation du mandat du BNUB qui prend fin le 31 décembre 2014** pour être remplacé par une Equipe de pays des Nations Unies.

Des descentes sur terrain des membres du gouvernement et des députés et sénateurs, qui ont parcouru les provinces cités par ce câble et la presse locale et

étrangère ont d'ailleurs abouti à la conclusion que la population vivait paisiblement et ne savait rien à ces « *armes en distribution* » dont parlait le câble onusien.

Le Gouvernement du Burundi reste convaincu que c'est à celui qui accuse d'en apporter des éléments de preuve. **Chaque semaine**, le Président de la République effectue une descente dans une province donnée. Il y réunit les natifs, administratifs et acteurs socio-économiques ou politiques de cette province. Et les discussions, en toute franchise et à cœur ouvert tournent autour des questions ayant trait au développement de la province sans oublier l'évolution de la sécurité.



Chaque mois, le Chef de l'Etat rencontre tous les gouverneurs des 17 provinces du Burundi. De ces réunions ressort la santé de la province dans tous les secteurs, y compris la sécurité et **tous les 45 jours** le Président s'entretient avec le Haut Commandement de la Police, de l'Armée, du Service National de Renseignement et de la Justice pour évaluer, ensemble, l'état de la sécurité

dans le pays. Jusqu'à ce jour donc, tous les rapports font état de démantèlement de plusieurs groupes de bandits armés et les armes qui sont progressivement récupérées par les forces de sécurité. D'autres armes, liées à la crise actuelle, sont régulièrement saisies.

Depuis le début de cette année, l'armée a démantelé plusieurs groupes armés qui avaient comme objectif la perturbation et le sabotage du processus électoral et plusieurs centaines d'armes et des milliers de munitions de toutes sortes ont été saisies. Des statistiques sont d'ailleurs régulièrement publiés, sous format PDF et autre sur le site du Ministère de la Sécurité Publique¹².

En réponse donc à ce câble que le gouvernement a qualifié, le **15 avril**, dans un communiqué rendu public, d' « *accusation aussi grave tant de par sa teneur que de ses conséquences possibles pour le Burundi et ses citoyens* », le Gouvernement du Burundi a pris la décision de congédier le Conseiller Sécurité, Paul Debbie, **le 17 avril**.

¹² <http://www.ministerepublique.gov.bi>

Deux jours avant, **le 15 avril**, lors d'une rencontre avec le corps diplomatique et consulaire accrédité à Bujumbura, le Premier Vice-Président de la République, M. Prosper Bazombanza, s'exprimait avec des mots les plus durs, déclarant que « *le Gouvernement du Burundi* » demande « à l'autorité » parmi les diplomates qui « *a diffusé une rumeur de mauvais goût qui est parvenue au siège des Nations Unies* » d'en « *donner les preuves, pour lui permettre de sévir contre les auteurs, brebis égarées s'il y en a, ou à défaut de se rétracter officiellement et d'en informer l'opinion internationale abusée* ».

Comme si cela ne suffisait donc pas, certains médias privés burundais sont entrés dans la danse, diffusant des informations allant dans le sens de confirmer qu'il y aurait « **un génocide** » en préparation. Ne trouvant rien C'est ainsi que des informations faisant état de la préparation de fosses communes à Kirundo (nord du Burundi à la frontière avec le Rwanda) pour y enterrer des Tutsis ont commencé à faire la UNE de leurs éditoriaux et éditions. Cette information fût démentie par le Président du Conseil National de la Communication qui se rendit sur terrain et par la population locale.

D'autres informations non vérifiées ont été diffusées, rapidement démenties. Et ainsi de suite, ce jeu de ping-pong « fausse information – démenti » s'est poursuivi jusqu'à ce que l'épicentre du soi-disant génocide en préparation se déplace de province en province sans que des preuves soient fournies, jusqu'à ce qu'il se déplace vers l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) dans la localité de Kiliba - Ondes. En effet, au départ, le câble du BNUB situait le foyer des tensions (cette distribution d'armes) au sud du Burundi, à Bururi. Cette province du Burundi est réputée avoir été le coup d'envoi du « génocide hutu de 1972 ». Faire allusion à cette province n'était sûrement pas un hasard.

N'étant donc pas en mesure d'en apporter la moindre preuve, et les médias burundais ayant enquêté sans y trouver d'indices, la RPA, la radio mise en place par l'Amb. Samantha Power et M. Alexis Sinduhije essaya de parler d'une distribution d'armes aux jeunes du parti au pouvoir à Bubanza, une province proche de la RDC.

Après cela, l'attention sera portée vers Kirundo, au nord, en parlant de fosses communes. Ce qui, comme nous l'avons dit ci-haut, s'avèrera également faux. Dans la foulée, la Radio France Internationale (RFI) enverra une enquêteuse, la journaliste Sonia Rolley qui arrivera à Bujumbura le **4 mai 2014** pour un séjour de trois semaines. Cette dernière ne parviendra pas non plus à découvrir d'indices qui

prouveraient que le gouvernement burundais serait en train de distribuer des armes aux jeunes affiliés au Cnnd-Fdd.

Au lieu de cela, elle fera un reportage intéressant sur le câble confidentiel du BNUB que le Représentant du Secrétaire Général des Nations Unies au Burundi, M. Parfait Onanga Anyanga « ne confirme pas les livraisons d'armes aux Imbonerakure », lors d'une « conférence de presse, la première depuis la fuite d'un télégramme diplomatique onusien dans la presse¹³. »

Ainsi donc, toutes les tentatives de déstabilisation du Burundi par ces informations non fondées n'ayant pas abouti, certains éléments de la société civile sont alors entrés aussi dans la danse. Une particularité au Burundi, la société civile n'est pas totalement exempte d'idéologie partisane, sectaire, divisionniste et politique de la part de certains activistes. Ces derniers usurpent le titre de « société civile » alors qu'ils ne sont tout simplement que des politiciens, en quête de popularité « civile » qui leur servira à émerger politiquement. Des exemples ne manquent pas car, alors que plusieurs milliers d'associations sans but lucratif sont à l'œuvre et officient conformément à leur objet, il y en a qui s'immiscent dans tout ce que l'on sait être d'origine politique, et ne concerner de surcroît que les acteurs politiques.

Ainsi, un certain Pierre-Claver Mbonimpa, président de l'Aprodh déclarera à la presse avoir des éléments de preuve, de jeunes burundais en RDC. Le peuple burundais ne réclamait que cela. La justice avait donc le devoir et l'obligation d'interpeller cette personne qui affirmait avoir, enfin, des preuves d'armement de jeunes Imbonerakure et d'entraînement paramilitaires en RDC.



Malheureusement, ce qui était attendu comme preuve se révéla être une mascarade, une mise en scène trompeuse. Il exhiba, au Parquet et à la télévision, une série de photos, dont une photo de cadavres qui circulait déjà sur internet depuis plusieurs années, en provenance d'un site web qui parlait du génocide rwandais. La photo pouvait donc avoir été prise au Congo ou ailleurs, mais ce qui

¹³ <http://www.rfi.fr/afrique/20140517-le-bnub-denonce-une-manoeuvre-politicienne-part-gouvernement-nkurunziza-onanga-anya/>

est sûr et certain, elle ne datait pas de la période incriminée, encore moins n'était pas des jeunes miliciens burundais « Imbonerakure » abattus en République Démocratique du Congo.

Et à M. Mbonimpa de déclarer tambours battants que les personnes sur cette image choquante sont des jeunes burundais tombés sur le champ de bataille au Congo. Il ira jusqu'à confier qu'il avait pu identifier ces individus, leurs parents ainsi que leurs collines d'origine ¹⁴. En plus, il donna la liste de noms de personnes qui seraient mortes. Et comme par miracle, ces personnes vivantes le désavouèrent publiquement, car elles étaient encore vivantes, bien portantes.



Toutefois, le Burundi d'aujourd'hui est de loin différent du Burundi d'avant 2005.

Un rapide regard sur ce qui s'est passé depuis l'indépendance du Burundi montre bien que le Burundi n'a jamais connu la paix et la sérénité comme aujourd'hui. Il y a eu certes ces dizaines de citoyens (civils, policiers et soldats) tués lors de cette insurrection, ces départs de burundais vers l'extérieur, sur fonds de rumeurs et d'intimidations. Mais le mouvement retour que nous observons présage des jours meilleurs et un dénouement de la crise burundaise pour bientôt, malgré les rumeurs persistantes de « bruits de botte » ou d'attaques généralisées pour un autre Coup d'Etat.

¹⁴ https://www.youtube.com/watch?v=O8bU_dYQyEc

QUE SE PASSERA-T-IL ?

Une guerre ? Un apaisement ? L'inquiétude gagnait les cœurs des burundais à la veille de la prestation de serment du Président, à cause des rumeurs propagées via Whatsapp, Telegram, Viber, Facebook et autres canaux. Plusieurs personnes ont alors proposé que cette prestation soit tenue avant le 26 août, comme la loi ne l'interdit pas, pour qu'un gouvernement soit mis en place rapidement. En effet, l'actuel gouvernement étant en partance, le fonctionnement des institutions de la République est au ralenti. Voilà ce qui a milité pour la tenue de cette prestation de serment ce jeudi 20 août 2015, afin que tout soit rapidement mis en œuvre pour la mise en place rapide d'un gouvernement d'Union Nationale.

De l'exil, les putschistes promettent une guerre sans merci. L'ancien deuxième vice-président de la République, Gervais Rufyikiri, n'a-t-il pas annoncé à la RTBF fin juin dernier que « *les opposants chercheront à utiliser le langage du président [Pierre Nkurunziza] : les armes* » ?

Combien de fois nous a-t-on promis une guerre ? A la veille des communales et législatives, la presse étrangère s'adonnait aux analyses les unes plus obscurantistes que les autres sur le Burundi et un probable éclatement du tissu social si les élections communales et législatives étaient tenues. Ce fût un échec même si dans la nuit quelques individus ont tiré en l'air à Musaga, Nyakabiga et Mutakura. Refusant de s'avouer vaincus, ces faiseurs d'opinion ont promis une hécatombe et des affrontements aux allures génocidaires lors de la présidentielle. Bis repetita, échec. Des jeunes tirent à l'arme automatique toute la nuit dans les quartiers fief de la contestation. Mais de 6h00 du matin à l'ouverture des bureaux de vote à leur fermeture le soir, aucun incident sécuritaire n'est signalé.

Et ... maintenant on nous promettait une apocalypse à la prestation de serment du Président Nkurunziza pour la législature 2015 - 2020. Chose certaine, elle s'est déroulée dans le calme et la sécurité. Le Président ainsi investi va rapidement mettre sur pied un gouvernement le plus inclusif possible, conformément à la Constitution. Il n'est pas exclu que ce gouvernement mis en place fasse rapidement une proposition d'amendement de l'article 129 de la Constitution afin de permettre, dans un proche avenir, la formation d'un gouvernement le plus largement représentatif possible, un gouvernement d'union nationale.

- FIN -